

AKTUELL

MONKELER

L'hypothèque

Luc Caregari

La zone industrielle du Monkeler n'est pas près de disparaître de l'actualité, bataille juridique et glissement de terrain obligent. Avant tout, elle symbolise la fin de l'insouciance par rapport au dogme de la croissance.

Qui s'aventure au-delà de l'entrée du site Monkeler, du côté de Schiffflange, pénètre vite dans un autre monde. Un monde rythmé par les cadences des camions et camionnettes qui s'engouffrent dans le site - une vidéo tournée par des voisins en comptait plus de 370 en moins de deux minutes (sur les trois entrées, mais pendant une période de congés scolaires) - qui apportent déjà leur lot de pollution et de crasse sur les routes. Même après la fermeture de la décharge, la circulation de camions n'a pas baissé de façon notable.

D'ailleurs, en s'approchant du site à pied, il suffit de baisser la tête de temps en temps pour constater que, même du côté des habitations les plus proches, les trottoirs sont recouverts d'une couche de poussière grise. En traînant ses pieds un peu plus loin, au-delà du premier virage, le piéton peut constater l'immensité du site, tout comme ses interconnexions. Alors qu'il y a d'un côté les installations de Schiffflange désormais abandonnées par Arcelormittal, de l'autre côté l'horizon est dominé par la tristement célèbre décharge qui vient de glisser partiellement dans la rue reliant Esch-Lallange à Mondercange.

Ce que l'on voit surtout, c'est que ce n'est nullement un hasard que cette zone industrielle soit devenue le symbole d'une politique de croissance démesurée qui, une fois couplée à un laisser-faire de la politique tant nationale que communale, résulte en un dangereux cocktail - surtout pour les habitants des communes avoisinantes. Comment expliquer autrement qu'au moins cinq entreprises du site aient pu exercer leurs activités pendant des années sans qu'elles soient conformes aux procédures du commodo-incommodo ? Comment expliquer autrement l'élargissement constant de la zone industrielle en direction des communes avoisinantes sans que la sonnette d'alarme ne se déclenche ?

Le nouveau gouvernement a beau se défaire sur son prédécesseur, ses actions dans le dossier Monkeler

depuis sa prise de pouvoir ne sont pas glorieuses. Elles sont tout au plus de nature cosmétique, comme les fermetures à répétition - et à coup de communiqués de presse - des bretelles d'accès au site pour décrasser la voirie. Et cela alors que le problème est tout sauf nouveau. Certes, il est louable que le dossier avance, mais ce que fait le gouvernement n'a rien d'un service exceptionnel. Il ne fait que son devoir. Et encore, fermer ces bretelles ne contribue pas au désengorgement du site.

Pourquoi le glissement de la décharge n'a-t-il aucune incidence sur le dossier de la fabrique d'asphalte ?

Si on passe en revue ces dernières semaines, on constate que, sur les deux points de conflit au Monkeler, l'action publique est et reste contradictoire. Pour commencer avec la fabrique d'asphalte : les trois communes vont donc s'engager contre son installation en formant un recours devant le tribunal administratif. On peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi trois communes ont besoin de faire trois recours contre la même fabrique. La petite histoire fournit ici un élément de réponse : des trois communes, seule Schiffflange avait déjà autorisé l'entreprise Lisé à commencer la construction sur son territoire. Comment une commune peut, dans un premier temps, donner une telle autorisation et en



PHOTOS: WOXX

suite participer à un recours devant la justice contre la fabrique restera son petit secret. En tout cas, les édiles locaux surfent sur la vague de l'ire de la population. Une vague justifiée certes, car l'impact sur le marché du travail de la nouvelle fabrique serait minime - on parle d'une demi-douzaine de créations de postes - alors que celui sur l'environnement reste toujours discutable, même en prenant en compte les bonnes paroles que Camille Gira a prôchées lors de son meeting à Esch. Les habitants du Sud luxembourgeois ont entendu les mêmes discours à chaque fois qu'on leur mettait une nouvelle industrie devant le nez - comme ce fut le cas avec le haut-fourneau électrique ou la Kronospan de Differdange, avec les résultats qu'on connaît. D'ailleurs, on peut se demander si les recours vont vraiment servir à grand-chose, sauf retarder la construction de la fabrique. L'entrepreneur en tout cas semble avoir été sûr de son coup : une bonne partie des équipements techniques de sa future fabrique sont déjà commandés.

Et puis la décharge. Cette même décharge à laquelle Camille Gira songeait encore donner une prolongation

lors du fameux meeting eschois, qui s'est heureusement déversée de nuit sur une route d'habitude très fréquentée. Au moins une question de close dans ce débat dans fin. Mais ce glissement a, en passant, réveillé de vieux démons : ceux des scories radioactives de l'entreprise Casa sise entre Dommeldange et Beggen - qui est à l'origine du premier scandale environnemental luxembourgeois vers la fin des années 1970. Ces scories ont ensuite été enfouies au cours des années 1990 sur la décharge de Mondercange, sans qu'on sache si ce fait a été signalé dans la procédure commodo-incommodo, qui pour la décharge était sous la responsabilité seule du ministère. En tout cas, la présence de ces scories et leur danger était depuis longtemps un secret de polichinelle pour les Eschois et leurs voisins, et de nombreux amateurs - militants écologistes ou non - se sont aventurés près de la décharge pour tester leurs compteurs Geiger. Il n'est pas sûr que le glissement de terrain ait une incidence sur la libération de matières dangereuses. Même en se voulant rassurante, la ministre de la Santé a appelé sur place des experts étrangers pour vérifier la sécurité - ce n'est pas pour rien.

Mais peut-être qu'il existe désormais, justement à cause de ce glissement, une lueur d'espoir. Car pour la première fois, ce ne sont pas seulement les voisins qui trinquent, mais un lobby beaucoup plus puissant, celui de l'industrie du bâtiment, qui ne sait plus où décharger ses quelque 8.000 tonnes de déchets journaliers. Et quand on sait que l'industrie du bâtiment au Luxembourg comme en Europe vient de battre des records de productivité, on peut parier que, au moins au ministère de l'Economie, on cherche fiévreusement une solution.

